

Crise socio-politique de février 2008 et nouvelle gouvernementalité au Cameroun¹

Chantal Belomo

La trajectoire politique du Cameroun donne à lire une « crisogénèse » dont le fondement est la rupture d'un contrat social entre les gouvernants et les gouvernés. Le divorce entre ces deux catégories sera à l'origine de l'aporie de l'Etat. Aussi, ce dernier va-t-il se structurer autour d'une violence politique héritée d'une collision et d'une collusion coloniales. Les dynamiques d'antagonisme à l'œuvre dans ce pays s'articulent donc autour des crises politiques qui s'inscrivent dans la permanence. En effet, toute la période postcoloniale (1960- fin des années 70) sera émaillée du conflit opposant les forces gouvernementales dirigées par le président Ahidjo aux forces nationalistes de l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Ce conflit se base sur la question de l'indépendance et la conquête du pouvoir. En outre, la crise transitionnelle des années 90 marque l'histoire d'une conflictualité entre dominants et dominés autour de la problématique de la transition démocratique. En d'autres termes, la dispute se focalise sur l'autoritarisme, l'exercice et la conquête du pouvoir. La classe dirigeante, malgré quelques concessions en termes de décompression autoritaire continue d'instaurer un ordre autoritaire. C'est dans ce sillage que se situe la crise socio-politique de février 2008. Elle traduit fortement la continuité d'une polémologie entre les deux classes, décrivant une revanche citoyenne, une désacralisation des dirigeants, une crise hégémonique de l'Etat et une restauration autoritaire.

Ainsi, le 25 février 2008, quatorze organisations professionnelles des secteurs du transport terrestre urbain et interurbain du Cameroun rentrent en grève après l'augmentation du prix du litre de carburant à 600 francs CFA. La corporation des transporteurs ne sera plus la seule à porter les demandes inhérentes à son secteur d'activité, elles transcendent désormais ce cadre pour être récupérées par d'autres catégories sociales ne faisant pas toujours partie d'un groupe socioprofessionnel déterminé, en l'occurrence les chômeurs et les « jeunes »².

¹ Mlle Belomo Essono Pélagie Chantal, chargée de cours à l'Université catholique d'Afrique centrale, BP : 11628 Yaoundé, Cameroun. E. Mail : belomochantal@yahoo.fr

² Les « jeunes » ici constituent une catégorie sociale assez floue qui ne se fonde pas nécessairement sur les critères d'âge, de scolarisation ou socioprofessionnel. Il s'agit davantage des « cadets sociaux » au sens où l'entend J-F. Bayart, « Le politique par le bas en Afrique noire : question de méthode », *Politique africaine*, n° 1, janvier 1981, pp. 53-82.

Les revendications concernent désormais la baisse des prix des denrées de première nécessité. En plus, la contestation s'appuie sur l'instauration de la liberté de la presse, en raison de la fermeture de certaines radios et télévisions privées. Enfin, elle se bâtit autour de la révision constitutionnelle. Des marches de protestation, la démolition, le pillage des biens publics et privés ainsi que les affrontements avec les forces de l'ordre sont opérés. On dénombre une vingtaine de morts et des pertes économiques considérables.

De manière générale, les manifestations qui travaillent le Cameroun en février 2008 doivent être appréhendées comme des mobilisations politiques³. Elles donnent à voir comment les groupes d'acteurs s'insèrent dans le champ politique, participent ou influencent le jeu politique. De ce fait, ce mouvement de contestation contribue à la compréhension des formes du lien des individus à la politique. Dans ce cadre, elles désignent donc des modes d'action et/ou d'expression politique des acteurs sociaux et politiques.

Dès lors, le cadre théorique de cette étude se construit sur deux approches. La première fait référence à la sociologie des crises politiques d'après l'approche de M. Dobry⁴. L'intelligibilité est saisie à partir des enjeux et des choix tactiques des acteurs. L'importance repose ici sur la façon dont ces acteurs intégrés dans des contextes divers effectuent des calculs. L'intérêt se structure aussi sur les échanges de coups lorsqu'ils se déploient dans l'arène politique et sociale, en situation de crise. La seconde approche quant à elle fait appel à l'analyse des politiques de sécurité qui contribue à appréhender l'essence « autoritaro-sécuritaire » de l'Etat du Cameroun. Le concept de référentiel permet d'analyser la production des cadres cognitif et normatif par les acteurs politiques. Au demeurant, la question centrale de cette étude amène à se demander comment les mobilisations politiques de février 2008 conduisent à un changement de l'ordre politique au Cameroun.

D'une part, les mesures économiques découlant de cette conjoncture politique ne constituent pas des politiques publiques. Elles représentent des ersatz ou des concessions du pouvoir ayant pour finalité le désamorçage de la crise politique latente entre gouvernants et gouvernés en vue de la pérennisation au pouvoir. *A contrario*, ces mobilisations contraignent plus ou moins les gouvernants à intégrer un nouveau mode de gouvernance c'est-à-dire à

³ La mobilisation politique se conçoit dans ce contexte au sens que lui donne F. Chazel (dir.), à savoir la création de nouveaux engagements, de nouvelles identifications et le rassemblement d'acteurs ou de groupes d'acteurs dans le cadre d'un mouvement social chargé au besoin par la confrontation directe et éventuellement violente avec les autorités en vue de promouvoir et parfois de restaurer des fins collectives, *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993.

⁴Dobry, (M.), *Sociologie des Crises politiques: la dynamique des Mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, 1986.

sortir d'un système d'immobilisme. Ce qui débouche sur la mise en œuvre des changements économiques.

D'autre part, les mécanismes sécuritaires élaborés durant cette crise jusqu'aujourd'hui relèvent des politiques de sécurité implémentées depuis l'époque coloniale et post coloniale et traversent toute l'histoire politique du Cameroun. Dans ce contexte, les répliques du pouvoir à ce conflit sont de deux ordres. D'un côté, elles concernent la mise en place du dispositif sécuritaire ontologiquement basé sur la répression. D'un autre côté, le traitement post-conflit initie la question de la lutte contre la corruption comme une problématique fondamentale qui revient à l'ordre du jour dans l'agenda politique.

La structuration de cette étude s'établit sur quatre articulations majeures. *Primo*, il convient de transcender la crise de février 2008 au Cameroun comme un phénomène purement interne en l'intégrant dans une ligne de fracture internationale inhérente à une économie mondiale en crise. Néanmoins, sa spécificité met en lumière un ordre politique qui se conjugue à partir d'un conflit ontologique entre gouvernants et gouvernés. *Secundo*, la crise de février met en évidence une gestion politique de fin de règne et *tertio* une thérapie basée sur la coercition en tant que moyen essentiel de résolution des crises. *Quarto*, le réaménagement économique ou l'ersatz politique se présente comme une modalité de recomposition du politique et de l'économique.

I) Emeutes contre la faim et reconfiguration politique en Afrique

De manière générale la crise de février 2008 n'est pas un épiphénomène. Elle doit être intégrée dans une nouvelle configuration des conflits à savoir les émeutes contre la faim ou les manifestations contre la vie chère en Afrique et dans le monde dont l'une des origines est la crise alimentaire mondiale. En plus de cette dernière, les causes déterminantes plus structurelles concernent les politiques économiques nationales⁵. Les soulèvements qui traversent le continent africain⁶ déterminent la fragilité des régimes politiques et

⁵ La crise mondiale est due aux dérèglements climatiques, à l'envolée des prix des matières premières telles le blé, le maïs, le riz, etc., corrélée à la hausse du prix du pétrole et à l'accroissement de la demande des pays émergents en hydrocarbures. Il faut aussi souligner la dérégulation et la libéralisation des économies des pays en développement et des politiques économiques initiées par les institutions financières internationales.

⁶ Par exemple, le 30 mars 2008 la ville de Dakar est sujette à une manifestation contre la vie chère. Le gouvernement riposte par la répression. Ces protestations sont aussi d'ordre politique. A cet effet, les mouvements de la jeunesse du front Siggil Senegaal, plate-forme de l'opposition dénoncent le 26 avril 2008 non seulement la cherté de la vie, mais aussi le report des élections locales, C. Champin, in RFI, « Manifestation à Dakar contre la vie chère », http://www.rfi.fr/actufr/articles/100/article_65510.asp, publié le 26 avril 2008, dernière mise à jour 27 mars 2008, consulté le 1^{er} août 2008. En avril 2008, la Côte d'Ivoire sera également soumise aux manifestations contre la vie chère, Indymédia Toulouse, « Lutes et manifestations contre la vie chère en Afrique », <http://indytoulouse.nokods.org/spip.php?article19534>, publié le 6 avril 2008, consulté le 1^{er}

l'inadéquation des politiques économiques. Elles reflètent donc l'instabilité politique, la cristallisation d'un conflit inhérent à la gouvernance des Etats et à la guerre. Telle une boîte de pandore, elles ont parfois contribué à l'implosion de certains systèmes politiques comme en Guinée où elles ont conduit à un changement politique⁷. Ces revendications dénotent et sont aussi le reflet et l'indicateur d'un malaise politique au Sénégal en tant que la gouvernance du Président Wade est de plus en plus contestée. Le Sénégal qui se définit par son pluralisme politique et l'institutionnalisation, voire la consolidation de la démocratie inscrite dans une historicité contrairement à la plupart des Etats africains, souffre toutefois aujourd'hui d'une instabilité gouvernementale⁸.

août 2008. De même, en avril dernier le Burkina Faso a connu une grève contre la faim. Les principales revendications qui composent ces émeutes dans la plupart de ces pays concernent de manière générale une augmentation des salaires. Les syndicats burkinabés situent cette hausse à 25 % afin de « faire face à la baisse drastique du pouvoir d'achat ». Ces émeutes mettent aussi à l'ordre du jour les questions de corruption, de fraude, d'impunité des crimes de sang et des crimes économiques. Sur les émeutes au Burkina Faso, consulter RFI, « Grève de trois jours contre la vie chère », http://www.rfi.fr/actufr/articles/101/article_66143.asp, article publié le 13 mai 2008, consulté le 01 août 2008. Ces soulèvements dont la liste est non exhaustive n'épargnent pas l'Egypte, l'Algérie, Haïti, le Mexique, etc. *Grosso modo*, la crise du pouvoir d'achat n'est pas l'apanage de l'Afrique même si celle-ci semble plus chronique et suscite des revendications. La crise mondiale touche presque tous les Etats voire les pays développés tels que la France. La hausse du pouvoir d'achat sera d'ailleurs l'une des articulations majeures de la campagne électorale du candidat N. Sarkozy.

⁷ Le catalyseur de la grève de janvier 2007 en Guinée est l'immixtion du Président Lansana Conté dans les affaires judiciaires. En effet, le Président de la République va libérer en personne Mamadou Sylla, ancien président du patronat guinéen et Fodé Samah ex-ministre des sports et de la culture, poursuivis pour détournement des deniers publics. Ils seront aussitôt réhabilités par le Chef de l'Etat. Dans ce climat politique, les manifestations qui secouent la Guinée ne s'appuient plus seulement sur la cherté de la vie. Les manifestants réclament le départ du Président Lansana Conté. En outre, ils demandent la nomination d'un Premier Ministre détenant de pleins pouvoirs. Ainsi, la nomination de Lansana Kouyaté au poste de Premier Ministre relève d'une volonté de désamorçage de la crise politique. Toutefois, après l'accalmie qui semblait tenir compte des oukases du peuple, le Chef de l'Etat redessine les contours d'une hégémonie politique en limogeant Lansana Conté en conflit avec le clan présidentiel et accusé d'affairisme. La reprise en main du pouvoir se définit également par la mise sous contrôle du Premier ministre. Pour certains, le Chef de l'Etat va user de sa prérogative sur la signature des décrets afin de ralentir l'action gouvernementale. Finalement, Ahmed Tidjane Soauré, considéré comme proche du Président sera nommé Premier Ministre. Sur ces questions, lire, Idrissa Fofane, « Que se passe-t-il chez Lansana Conté ? In *AfriqueEducation*, n° 221, 1-14 février 2007, pp. 26-29, Elimane Fall, « Guinée la lutte finale », in *Jeune Afrique*, n° 2403, 28 janvier-3 février 2007, pp. 36-40, *AfriqueEducation*, n° 253, 1-15 juin 2008.

⁸ La remise en cause de l'alternance politique au Sénégal est pluridimensionnelle. On peut citer A. L. Coulibaly, *Wade, un opposant au pouvoir. L'alternance piégée ?* Dakar, Les éditions Sentinelles, 2003. La stigmatisation du régime politique du président Wade concerne le rapport du politique au religieux. Pour Ousmane Tanor Dieng, « Wade s'est beaucoup appuyé sur la confrérie musulmane des mourides pour gouverner », Sébastien Reiner, « Ousmane Tanor Dieng : « Wade a échoué sur toute la ligne » », in *AfriqueEducation* n° 181, 1^{er} au 15 juin 2005, p. 22. Au-delà de la vision d'un assujettissement du président de la République au chef de la confrérie, l'« embedding » entre les deux champs politique et religieux procède d'un mode de gouvernement, chacun des champs se nourrissant d'une politique d'instrumentalisation et de contrôle de l'autre. Aussi, l'enchâssement du politique au religieux détermine le processus de construction de cet Etat. A cet égard, D. Cruise O'Brien explique que l'échange politique clientéliste organisé par les marabouts entre la paysannerie et l'Etat était un mécanisme d'intégration politique, *Saints and Politicians, Essays in The Organisation of senegalese Peasant Society*, Londres, Cambridge University Press, 1975. Concernant la gestion politique du régime, pour Tarik Dahou et Vincent Foucher, en jouant la carte de l'externalisation et conforté par une situation économique favorable, le nouveau régime s'est engagé dans un processus de construction hégémonique, « Le Sénégal, entre changement politique et révolution passive « Sopi » or not « Sopi », in *Politique Africaine*, n° 96, décembre 2004, pp. 5-21. Dans cet ordre d'idées, certains auteurs mettent en évidence la dérive autoritaire de ce

Pour ce qui concerne le traitement de ces revendications, le Mozambique ou la Côte d'Ivoire post-guerre, de même que la Guinée, le Burkina Faso⁹ et le Cameroun procèdent du même mode d'emploi c'est-à-dire la répression des manifestations. Le Sénégal en tant qu'Etat stable n'échappe pas à ce mode opératoire. Quel que soit le régime politique la coercition représente une ressource essentielle de ces Etats.

En outre, le discours politique destiné à procéder à l'imputation de la crise à une catégorie déterminée à savoir l'opposition régit la rhétorique politique au Cameroun tout comme au Sénégal. Bacar Dia porte-parole du gouvernement déclare que le coût élevé de la vie est un phénomène mondial. Il accuse les partis politiques de l'opposition d'inciter les jeunes à enfreindre la loi en les faisant descendre dans la rue pour participer à une marche illégale¹⁰.

Au-delà des éléments de convergence qu'induit une analyse comparative des émeutes contre la faim en Afrique, si l'on dénote une analogie sur le plan des crises structurelles dans tous ces Etats, il existe néanmoins une différenciation en termes de trajectoires étatiques. Il est donc nécessaire de dégager les facteurs contribuant à démontrer la spécificité du cas camerounais. Ainsi, les mobilisations de février ne sont qu'un élément de la crise globale qui s'établit dans un continuum historique et qui définit l'ordre politique au Cameroun. La grève de février et les revendications économiques quoique importantes sont un alibi. Ce moment de rupture ou de conflit ouvert entre les gouvernants et le peuple permet de mettre à l'ordre du jour des problèmes politiques fondamentaux qui déterminent le politique dans ce pays à savoir l'alternance, la crise de succession, le mode de gouvernance, la peur de l'instabilité et globalement le contrat entre gouvernants et gouvernés. Les soulèvements représentent le seul moyen d'action politique citoyenne dans un cadre autoritaire et de fermeture de l'espace public. Si la plupart des cas de grèves se déroulent sur fond de délégitimation des régimes en

régime. Ce qui fait dire à M. Ottaway qu'il s'agit de l'émergence d'un semi-autoritarisme, *Democracy Challenged : The Rise of Semi-Authoritarianism*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2003. Enfin, la question de la succession taraude le champ politique sénégalais. Celle-ci est indissociable de la problématique de la patrimonialisation de la politique. Car le népotisme constitue aussi l'une des critiques formulées à l'endroit du Président de la République par l'introduction de son fils Karim Wade dans les coulisses de l'arène politique. D'après O.Tanor Dieng, pour assurer la gestion quotidienne du pouvoir, le Président Wade s'est entouré de ses enfants qui travaillent avec lui au palais, *AfriqueEducation*, op. Cit. Pour certains, cette intégration est perçue comme une socialisation politique en vue de la succession présidentielle.

⁹ Le processus d'étatisation du Burkina Faso s'articule autour d'une crise politique consécutive au règne des militaires au pouvoir et à l'assassinat du Président Thomas Sankara. Cette crise débouche sur la faillite de la légitimité politique. Ce conflit entache la politique du Président Compaoré malgré un processus de légitimation du pouvoir. La continuité de la crise est marquée par l'assassinat du journaliste Albert Zongo en 1998. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les émeutes d'avril dernier. M. Hilgers et J. Mazzocchi qualifient d'ailleurs cet Etat de semi-autoritaire, « L'Après-Zongo : entre ouverture politique et fermeture des possibles », in *Politique africaine*, n° 101, mars-avril 2006, pp.5-18.

¹⁰ « Afrik.com, « Sénégal : la police réprime durement une manifestation contre la cherté de la vie », <http://www.afrik.com/article14010.html>, 2 avril 2008, consulté le 1^{er} août 2008.

place, à l'exemple du cas guinéen reconfiguré après la crise, la variante s'établit ici sur les tendances lourdes qui composent le conflit entre dominants et dominés au Cameroun. Si les autres régimes sont pour la plupart soumis à ces mêmes variables, la gradation est à prendre en compte dans les différents cas de figure. Si ces émeutes mettent en cause des régimes de plus ou moins « courte durée », (en l'occurrence ceux datant de moins de 25 ans)¹¹, la chronicité de la pérennisation au pouvoir, plus exactement la volonté de perpétuation des gouvernants à travers la révision constitutionnelle et la prédation de l'Etat constituent la trame de fond de la conflictualité au Cameroun.

II) Gestion politique d'une fin de règne : histoire d'un conflit

La tension qui secoue le Cameroun s'explique au travers de nombreuses variables dont les plus déterminantes concernent d'un côté le conflit qui oppose gouvernants et gouvernés autour de la gestion néo-patrimoniale¹² de l'Etat orchestrée par les dirigeants. D'un autre côté la question de la perpétuation du pouvoir en place se conçoit comme le noyau dur de la crise politique dans ce pays, tant et si bien qu'une partie de la population réclame le « changement » en tant qu'alternance politique. Celle-ci est perçue comme solution à la plupart des problèmes que connaît ce pays. Dans cet ordre d'idées, la revanche citoyenne illustrée par les soulèvements de février 2008 témoigne des manifestations politiques des « cadets sociaux », plus explicitement du « bas ». Cette revanche ne doit pas être dissociée du pouvoir des dominants. Elle lui est consubstantielle. La « détotalisation » de la classe dirigeante et du champ politique quant à elle traduit la contestation à l'œuvre en « haut ». Elle met en évidence les scissions, les oppositions et les conflits qui animent les différents acteurs et les diverses tendances politiques qui s'opposent dans l'arène politique. Comprendre cette crise suppose aussi en démonter la mécanique et la dynamique.

A) Pouvoir des dominants et revanche des dominés

Si les « modes populaires d'action politique »¹³ permettent de comprendre la capacité d'innovation, les mécanismes de résistance et de contestation des dominés dans des systèmes

¹¹ Ceux des Présidents Lansana Conté datant de 24 ans et de Blaise Compaoré datant de 21 ans.

¹² Sur cette question lire, Médard, (J-F.), *L'Etat sous-développé en Afrique noire : clientélisme politique ou néo-patrimonialisme*, CEAN, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, 1981 ; « L'Etat néo-patrimonialisé », *Politique africaine*, 1990, 39, pp. 25-36 ; « L'Etat néo-patrimonial en Afrique noire » in Médard, (J-F.), (éd.), *Etats d'Afrique noire, formation, mécanismes et crise*, 1991, pp. 355-365.

¹³ Bayart, (J-F.), « Le politique par le bas en Afrique noire : question de méthode », op. Cit., Bayart, (J-F.), Mbembé, (A.), Comi Toulabor, (M.), *Le politique par le bas : contributions à une problématique de la démocratie en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992.

autoritaires, *a contrario* la crise socio-politique de février 2008 au Cameroun transcende cette vision et met en lumière une confrontation directe entre les « cadets sociaux » et les dirigeants. Ceci laisse entrevoir les limites d'un Etat autoritaire à « caporaliser » les citoyens en temps de transition démocratique. Surtout, une vision eschatologique suscite des interrogations sur les méandres d'une fin de règne. Cette crise nous renseigne donc sur une double logique : celle de l'émancipation et/ou de la contestation des dominés et les actions de répression des autorités mettant en évidence la survivance autoritaire.

La crise se conçoit d'après une vision binaire entre l'hégémonie des dirigeants et la contre hégémonie des dirigés. Ceci amène à se situer d'un côté sur la perspective foucaultienne du « surveiller et punir » voire des « dispositifs » permettant de réorganiser en sous-main le pouvoir¹⁴ sur la base d'une punition infligée au peuple durant le conflit. La déconstruction du pouvoir, consécutive à ce conflit renvoie à un processus de renforcement de l'autorité. D'un autre côté, la perspective de Michel de Certeau contribue à rendre compte de l'invention d'un mode de domination par les dominés¹⁵. Leurs actions ont pour but de contrecarrer les mécanismes d'hégémonie inhérents au système autoritaire. Dans ce contexte, cette revanche concourt à la remise en cause du mode de gouvernance enclin à la prédation de l'Etat perpétré par un certain nombre d'« apparatchiks ». Les citoyens dénoncent par ce biais, le système de prolétarianisation perpétré par les dirigeants. La revanche se construit aussi sur la contestation d'une pérennisation politique des gouvernants. Celle-ci fait référence au refus de la révision constitutionnelle sur le paragraphe 2 de l'article 6 de la constitution de janvier 1996 disposant que « le Président de la République est élu pour un mandat de sept (7) ans renouvelable une fois ».

B) « Détotalisation » de la classe dirigeante et du champ politique

D'une part, la « détotalisation » de la classe dirigeante suppose un éclatement de cette classe. Ceci est dû aux velléités d'opposition, voire de positionnement de certains membres du gouvernement comme des successeurs potentiels au président Biya. Cette volonté d'inscription dans le champ de compétition successorale se traduit par la création par certains membres de l'establishment du « Groupe des 11 »¹⁶. Les ressources politiques que détiennent

¹⁴ Foucault, (M.), *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.

¹⁵ De Certeau, (M.), *L'invention du quotidien, 1, art de faire*, Paris, U.G.E., 1980.

¹⁶ Le G11 vise d'après l'opinion publique et la presse privée au Cameroun à prendre le pouvoir en 2011 à la fin du mandat du président Biya. Ces acteurs sont pour la plupart des fonctionnaires qui ont gravi par la suite les sommets de l'Etat. Les acteurs désignés et les plus en vue dans ce groupe seraient Atangana Mebara, ancien secrétaire général de la présidence de la République, par la suite ministre des Relations extérieures. Sa nomination comme ministre des Relations extérieures a été perçue par certains camerounais comme une

ces acteurs sont liées à leur ascension administrative, ayant contribué à forger un capital politique, culturel et économique. Concernant le capital économique, la population leur reproche d'avoir procédé à la prédation de l'Etat.

D'autre part, la déparcellarisation du champ politique induit, plus qu'une divergence entre les dirigeants et l'opposition, une conflictualité entre les deux classes. L'aggravation du conflit est inhérente à la crise politique de février 2008. L'opposition est stigmatisée et accusée par le président de la République comme instigatrice de la crise¹⁷. Paradoxalement, la fragmentation de la classe politique qui semble affaiblir les dirigeants relève plutôt d'un mode de gouvernement. Celui-ci a pour finalité d'éloigner les potentiels successibles que les acteurs au pouvoir ont, contre toute attente, fait émerger. Le procédé sert donc à construire le néant après le déluge, étant considéré comme le départ du président Biya.

En somme, il n'existe pas une scission entre le « bas » et le « haut » les deux trouvant une jonction dans le « straddling »¹⁸. Dans ce contexte, la revanche ne s'effectue pas sans le concours de certains acteurs du « haut » qui d'après le président Biya « manipulent les jeunes ». Pour certains enquêtés, les mobilisations de février n'ont été effectives qu'en raison de l'action de certains membres du G11. Grâce aux ressources financières colossales, ces derniers auraient redistribué de l'argent aux « jeunes » afin de pouvoir faire la grève, le but étant de déstabiliser le gouvernement en place et de prendre le pouvoir. La « détotalisation » de la classe dirigeante et du champ politique ainsi que la revanche des dominés laissent apparaître de nouvelles instances de pouvoir. Si la fragmentation de cette classe symbolise la contestation de l'ordre en vigueur au sein même du pouvoir en place, la protestation citoyenne

rétrogradation, prélude à sa déchéance politique. Car le secrétaire général de la présidence s'apparente à un président de la République bis. En outre, le président de la République est garant de la diplomatie. Ce qui suppose que le ministre en charge de la diplomatie ne détient pas une grande marge de manœuvre. Privé de passeport et assigné à sa résidence, il a été interpellé par la justice pour des questions relatives à l'« Albatros » ainsi que Yves Michel Fotso, ancien directeur général de l'ancienne compagnie aérienne du Cameroun (Cameroun Airlines). En effet, il s'agit de l'acquisition du Boeing 767 servant d'appareil présidentiel qui se serait révélé défectueux en raison de sa longévité et de sa vétusté. Sur cette question, lire, F. Soudan, « Cameroun, jusqu'où ira Paul Biya ? », in *Jeune Afrique*, n° 2469, 4-10 mai 2008, pp. 12-14. Il est écroué depuis août 2008. Le deuxième acteur de cette organisation serait Abah Abah Polycarpe, ancien ministre de l'économie et des finances également écroué pour détournement de deniers publics.

¹⁷ « Ce qui est en cause, c'est l'exploitation, pour ne pas dire l'instrumentalisation, qui a été faite de la grève des transporteurs, à des fins politiques (...) Pour certains qui n'avaient d'ailleurs pas caché leurs intentions, l'objectif est d'obtenir par la violence ce qu'ils n'ont pu obtenir par les urnes, c'est-à-dire par le fonctionnement normal de la démocratie. Ils n'ont pas hésité à jeter dans la rue des bandes de jeunes auxquels se sont mêlés des délinquants attirés par la possibilité de pillage... Les apprentis sorciers qui dans l'ombre ont manipulé ces jeunes ne sont pas préoccupés du risque qu'ils leur faisaient courir en les exposant à des affrontements avec les forces de l'ordre... », Extrait su discours du Président Biya, 27 février 2008.

¹⁸ Pour P. Geschiere, la stratégie de chevauchement consiste en ce que la politique d'en « haut » joue sur les mêmes registres que celles du « bas », « Le politique en Afrique : le haut, le bas et le vertige », in *Politique africaine*, 39, septembre 1990, pp. 155-160.

quant à elle démontre la contre hégémonie qui travaille cet ordre politique. Ceci aurait pu présager une conjoncture politique profonde dans ce pays, paradoxalement, les moments de crise président au renforcement du pouvoir en place. Car la ressource politique essentielle du régime demeure la violence légitime et illégitime.

C) Mécanique et dynamique de la crise

Si l'analyse de l'ordre politique au Cameroun à travers la crise de février est appréhendée à partir d'une approche socio-historique mettant en évidence le long terme et la continuité des facteurs de crise, elle doit également être saisie dans sa singularité et suivant une perspective de normalité¹⁹ des rapports socio-politiques qui structurent le politique dans ce pays. La dynamique de cette crise s'opère autour d'une « conjoncture fluide » mettant en évidence une dialectique sectorisation-désectorisation. Elle s'effectue également à travers la mobilisation des ressources, l'activité tactique et les échanges de coups entre acteurs. Les « transactions collusives » quant à elles déterminent les mécanismes de sortie de crise.

Ainsi, l'analyse de la crise suppose que l'on tienne compte de la « différenciation structurelle », par conséquent des « contextes de sens » différenciés. En clair, la sectorisation se décline par l'existence de certains secteurs impliqués dans la crise en l'occurrence le syndicat des transporteurs, disposant de « logiques sociales spécifiques ». Durant toute la période post transitionnelle, ses logiques et sa recherche d'autonomisation se sont construites et cristallisées autour de la formation d'une corporation, de la culture de la revendication²⁰ et de l'affrontement avec les pouvoirs publics. Cependant, il est fortement assujéti à l'influence de la police, mieux à l'Etat. La classe dirigeante peut également se révéler comme un secteur en tant qu'elle intègre des logiques propres. La domination et l'imposition de l'ordre se sont institutionnalisées et sont constitutifs des principes structurels de cette classe. Elle subit néanmoins l'influence d'un ordre international inscrit dans une idéologie « droit de l'homme » qui lui impose de réfréner la dynamique « concentrationnaire ».

Toutefois, cette crise implique le « désenclavement des espaces de confrontations » car la déconstruction de la sectorisation procède d'un déplacement du secteur des transporteurs comme principal acteur visible de la crise vers une globalisation de la revendication désormais portée par la quasi-totalité de la population. En outre, le brouillage de repères qui

¹⁹ Cette approche des crises politiques est appréhendée dans le sens que lui donne M. Dobry, en tant qu'il s'agit de restituer au phénomène de crise son statut de normalité, *Sociologie des Crises politiques: la dynamique des Mobilisations multisectorielles*, op. Cit.

²⁰ Les revendications des taximen achoppent le plus souvent sur les hausses du prix du carburant et le relèvement du prix du transport. L'une des demandes les plus véhémentes concerne la cessation des tracasseries policières et surtout le siphonage et le rançonnage quotidiens de la police.

accompagne ce conflit rend difficile l'identification des acteurs de la crise, partant de l'hypothèse selon laquelle certains acteurs politiques seraient des catalyseurs de ce conflit. Aussi, la déssectorisation relève-t-elle dans ce cas d'une conjonction entre les acteurs de la crise « les jeunes » et le secteur politique, ce qui réduit d'ailleurs leur autonomie. L'intégration de la catégorie « jeunes » dont la compréhension est sujette à une certaine plasticité doit donc être saisie comme un paramètre de la déssectorisation. L'« évasion des calculs », en d'autres termes la prise en compte des ressources appartenant à d'autres univers sociaux permet de déceler les contours de la déssectorisation. Par exemple, la classe politique revancharde va s'appuyer sur le répertoire de contestation et de demandes des « jeunes » (par conséquent celui de la majeure partie de la population) à savoir la redistribution des ressources étatiques, la vie chère, le chômage, la pauvreté, la révision constitutionnelle, etc. tout en les instrumentalisant comme porteurs de cause. La connivence entre les deux groupes traduit la reconfiguration des rapports socio-politiques en mutation entre dominants d'hier; aujourd'hui dominés (par le système politique auquel ils ont appartenu) et les « cadets sociaux ».

Par ailleurs, les ressources en question dans ce contexte conflictuel déterminent toute la mise en œuvre de la crise. Les transporteurs mobilisent leur culture syndicale et mettent en œuvre la grève elle-même qui débouche sur la paralysie des villes. Les acteurs politiques déchus quant à eux s'insèrent dans un processus de redistribution des rentes étatiques aux « jeunes ». Ce qui leur permet de se construire une clientèle. Le système d'allégeance des « cadets sociaux » induit un comportement attendu par ces acteurs qui se décline par les revendications. Les « jeunes » capitalisent la ressource physique qu'ils détiennent d'entrée de jeu, donnant lieu à des actes de pyromanie, de destruction des biens publics et privés, etc. Ils font aussi valoir l'appui des populations dans cette lutte.

Quant aux échanges de coups, les « coups médiatisés » passent par le truchement des « jeunes ». En effet, la dissidence des acteurs politiques se nourrit des manœuvres qu'ils font porter en sourdine aux « jeunes » afin d'éviter la riposte des gouvernants. Dans cette perspective, les « coups directs » se conjuguent par les actions de répression de la population et des « jeunes » comme actes de punition commis par les autorités politiques. L'arrestation, l'incarcération et le bannissement de certains acteurs politiques de l'arène politique tel que Polycarpe Abah Abah²¹ considérés par le pouvoir comme dissidents participent de l'exercice

²¹ Le « coup direct » de cet acteur porté aux dirigeants concerne les menaces formulées contre le pouvoir en place. D'après la Radio Satellite FM, ce dernier « demande au Président P. Biya d'arrêter toutes les poursuites

et de l'usage de la force détenue par les dirigeants. L'échange de coups consiste déjà pour ces acteurs à fragmenter le champ politique. Ce qui met en lumière une crise de la pensée unique et le refus de l'alignement autour d'un Homme à savoir le Président de la République comme seul détenteur du sens et dépositaire du pouvoir.

Enfin, les « transactions collusives » déterminent les interactions qui se jouent entre les syndicalistes et le pouvoir en place. Ce qui se décline par la baisse du prix du carburant. En outre, face au chaos en cours, le président d'un des syndicats des taximen Collins Ndefossokeng appelle à la reprise des activités après trois jours de grève et se dédouane de toute responsabilité concernant une rupture de la stabilité au Cameroun.

III) Thérapie du conflit : reproduction des politiques répressives et permanence de l'Etat autoritaire

L'Etat du Cameroun est travaillé par l'obsession de l'ordre²². La création, l'instauration, la restauration, la sauvegarde de l'ordre constituent l'être de cet Etat. Né d'un clash colonial, la question sécuritaire demeure de ce fait le fondement de cet Etat. En plus de la réalité de la rébellion nationaliste qui va forger le politique au Cameroun, d'autres facteurs structurants servent à expliquer le sécuritaire dans ce pays. Dans cette optique, la géopolitique met en évidence l'existence du Nigeria comme une menace permanente et imminente contre l'Etat. Le conflit frontalier de Bakassi qui oppose les deux Etats jusqu'à la rétrocession de cette presqu'île le 14 août 2008 l'atteste. Le « problème anglophone » quant à lui initie la fracture entre l'Etat et une frange de la population tentant de se soustraire de son hégémonie, ce qui conduit par conséquent à des revendications sécessionnistes. En outre, les conflits qui secouent la sous-région Afrique médiane amènent à mettre en oeuvre des politiques internes de *containment* contre le spectre de violence sous-régionale. Si ces variables structurelles expliquent la sociogenèse sécuritaire dans ce pays, il subsiste également d'autres facteurs lourds contribuant à saisir l'obsession sécuritaire de cet Etat. Le putsch manqué du 6 février 1984 a pour but le changement de régime politique. La transition démocratique est source de conflit entre les dominants et les dominés et constitue un marqueur de cette obsession. Dans cette lignée, la crise politique de février 2008 donne à voir la conflictualité entre les deux

engagées contre lui. Sinon il y aura le feu. Il promet de mettre le Cameroun à feu et à sang si les poursuites intentées contre lui ne sont pas abandonnées », 17 avril 2008.

²² A propos des politiques publiques de sécurité, se référer à la thèse de doctorat de l'auteur, « L'ordre et la sécurité publics dans construction de l'Etat au Cameroun », Université Montesquieu, Bordeaux IV, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, février 2007.

classes et la continuation de la fabrication d'une technologie sécuritaire. Dès lors, la lecture de cette crise se situe sur un triple plan. Premièrement, elle renvoie à la fabrication des matrices cognitives et normatives sur la catégorie de l'ennemi. Cette fabrication s'est constituée, fossilisée dans les pratiques politiques de manière pérenne. Secondairement, le traitement de la crise politique à travers la réactivation des mécanismes sécuritaires historiquement institués est mis en débat. Troisièmement, la résolution de cette crise au travers de la lutte contre la corruption est questionnée.

A) Du verbe à la représentation du monde : fabrication et catégorisation de l'ennemi

La construction de la figure de l'ennemi constitue le noyau dur de la politique. Elle lui donne un sens et une téléologie. Ainsi, Rome après avoir vaincu tous ses ennemis se retrouve seule. Dans cette perspective, Elias Canetti appelle la double masse « La possibilité la plus sûre et souvent la seule qu'ait une masse de se maintenir est l'existence d'une deuxième masse à laquelle elle se rapporte. Qu'elles s'affrontent et se mesurent dans le jeu ou qu'elles se menacent sérieusement, le rêve ou même l'imagination intense d'une seconde masse permet à la première de ne pas se désintégrer »²³. Face au vide laissé par la destruction des ennemis de Rome, l'historien grec Polybe va réinventer la « double masse ». C'est donc celle-ci qui est en jeu dans le contexte de la construction de la figure l'ennemi. Car le vide ne peut permettre à la classe dirigeante de gouverner. D'une part, le processus de production de la figure de l'ennemi décrit la construction des cadres cognitif et normatif. D'autre part, elle permet de revisiter les antagonismes à l'œuvre au Cameroun.

En premier lieu, la fabrication et la catégorisation de l'ennemi supposent une production des schèmes cognitif et normatif. Celle-ci n'est pas l'émanation d'une crise politique donnée. Si en particulier elle est d'origine coloniale, de manière générale, elle constitue l'essence du politique. Dans cette optique, la politique coloniale a pour but de produire des catégories d'ennemis en l'occurrence les Upécistes, voire tout groupe destiné à s'insurger contre le colonisateur ou à réclamer l'autodétermination. *Grosso modo*, les « indigènes » représentent des ennemis pour l'administration coloniale. La construction de ces cadres implique donc un double processus d'intériorisation des matrices cognitives et normatives coloniales et d'extériorisation de celles-ci²⁴. Dès lors, le processus de socialisation

²³ Cité par Rufin, (J-C.), *L'Empire et les nouveaux barbares*, Paris, JC Lattès, 2001, p.22.

²⁴ Berger, (P.), Luckmann, (T.), distinguent deux processus de construction de la réalité : le processus d'externalisation par lequel l'homme construit la réalité sociale et le processus d'internalisation qui consiste en l'intériorisation de cette réalité à travers la socialisation, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1986.

des élites politiques à la gestion politique coloniale s'appréhende par la mise en œuvre en postcolonie des schèmes mentaux inhérents à la reproduction de ces cadres cognitifs. Leur extériorisation quant à elle s'effectue dans une logique discursive, pédagogique et répressive. Le « *logos* politique » permet d'amener l'ennemi à l'existence. En outre, l'action politique de construction de la figure de l'ennemi obéit à une phase de légitimation qui donne à la classe dominante de transformer la catégorie désignée en « ennemi d'Etat ». La phase pédagogique permet de socialiser les citoyens, dans une large mesure, la communauté internationale à la dangerosité que représente cette catégorie. Cette phase s'inscrit notamment dans le sillage de la légitimation en tant que les acteurs au pouvoir ont besoin de l'onction internationale²⁵. Enfin, la phase répressive constitue la finalité de cette construction. Le continuum colonial à travers la socialisation permet donc à la classe dirigeante post coloniale de désigner l'UPC comme un « ennemi d'Etat » dont la répression va représenter une priorité nationale²⁶. En plus, elle assigne au peuple les attributs d'« indigènes ». A cet effet, il se déroule une sorte de conversion du peuple dans la catégorie de l'ennemi intérieur qui s'oppose aux gouvernants. En d'autres termes, la fabrication de la catégorie « ennemi » consiste en la production d'une rhétorique politique autour d'un danger imminent. Plus qu'un adversaire politique, l'« ennemi » se conçoit et est présenté au peuple comme la source du « mal ». L'on rentre dans une sorte de vision manichéenne entre les « bons » qui représentent les dirigeants et les « méchants » qui en général sont considérés comme toute personne s'opposant à l'ordre en vigueur. Le danger est par conséquent l'œuvre d'une catégorie donnée en l'occurrence l'opposition. Il est conçu, formulé et formalisé par la classe dirigeante qui introduit une psychose dans les structures et les cartes mentales des individus. Ceci a pour objectif de maintenir les dominés dans une sorte d'assujettissement à l'égard du pouvoir en place en tant que la sortie du chaos perpétré par ces « ennemis » dépend entièrement des dirigeants. Aussi, la stigmatisation de l'opposition participe-t-elle d'un mode de disqualification de cette classe. Elle traduit également sa délégitimation dans le champ politique. La catégorisation des ennemis conduit à les considérer comme des fossoyeurs de la République. Au final, la politisation de l'ennemi relève des mécanismes de construction de la réalité politique.

En second lieu, si les dirigeants ont de tout temps besoin de cette classe pour régner, celle-ci est d'autant plus consubstantielle à la gestion politique qu'il s'agit des moments de

²⁵ Dans le contexte international actuel, l'imputation du vocable « terroriste » à un groupe donné laisse apparaître la production ainsi que la circulation des idées. Celles-ci s'articulent autour de la production d'un ennemi qui se veut « mondialisé » par les Etats-Unis.

²⁶ Sur cette question se référer à Mbembé, (A.), postface, in Joseph, (R.), *Le mouvement nationaliste au Cameroun: les origines sociales de l'UPC*, Paris, Karthala, 1987, pp 363-374.

conflits. Dès lors, la sociogenèse des crises politiques au Cameroun présente une certaine continuité en matière de catégorisation et de désignation des ennemis. La classification d'un certain nombre d'« ennemis héréditaires et viscéraux » par le groupe au pouvoir s'est davantage cristallisée autour des nationalistes de l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Après leur identification, suivront les grandes « purges » qui donneront lieu à l'« éradication » de cette classe par la politique de répression de la subversion édictée par le Président Ahidjo depuis les indépendances jusqu'à la fin des années 70. En outre, la délégitimation de l'« ennemi » va aussi s'opérer lors des transitions démocratiques des années 90²⁷. Le discours politique du pouvoir en place à l'égard de l'opposition se définit à travers cette interrogation du Président Biya : « Qui sont-ils ? Ces affamés qui ont reçu sur le tard une virginité démocratique ». En plus, la stratégie du « bouc émissaire » donne à la classe dirigeante de désigner d'autres coupables afin de se dédouaner des contre performances économiques et politiques. Enfin, les émeutes de février dernier conduisent à enrichir la lexicologie politique d'une nouvelle terminologie : « les apprentis sorciers »²⁸. Celle-ci désigne l'opposition qui d'après le président Biya instrumentalise les « jeunes ». A ce propos, il déclare : « Ceux qui sont derrière les manipulations ne voulaient pas le bien de notre peuple »²⁹. L'Etat colonial ou postcolonial présente donc un clivage entre dirigeants et peuple qui se nourrit d'une fabrication et d'une institutionnalisation des cadres cognitif et normatif présidant à la production de l'« ennemi » par le « bloc hégémonique ».

B) Mesures sécuritaires comme réponse politique à la crise

²⁷ La problématique de l'ennemi est inséparable du mode de gestion du pouvoir colonial et son continuum postcolonial, en tant que sa constitution se nourrit de la réalité coloniale. La configuration de l'ordre politique est donc tributaire de l'ordre colonial. Sur ces questions, se référer à A. Mbembé. D'après cet auteur, la surveillance et la punition étaient administrées aux corps indociles des indigènes. « Cette violence ne toucha pas seulement l'espace physique au sein duquel évoluait l'autochtone. Elle s'introduisait jusqu'aux fondements mêmes de son imaginaire (...) Elle poursuivit le sujet insoumis jusque dans son sommeil, et laissa des stigmates dans ses rêves, dormir étant devenu, plus que par le passé, aller à l'encontre du sort de la mort. Colonisation en tant que régime de production de la mort donc ! ». *Afrique Indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 1988, p.10. Il analyse par ailleurs, le rôle historique de la violence dans les sociétés modernes africaines en faisant un rapport de causalité entre le pouvoir et la violence. Lire également *De la postcolonie. Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2001. Dans le même ordre d'idées D. Bourmaud en s'appuyant sur l'exemple du Kenya pense que l'« indépendance ne constitue pas une fracture qui modifierait les relations de pouvoir, les effets de domination et les modèles institutionnels », *Histoire politique du Kenya : Etat et pouvoir local*, Paris, Karthala, 1988. Ceci peut se comprendre comme un rapport interne entre dominants et dominés ou comme une relation entre l'Etat postcolonial et le colonisateur. Dans ce sillage, M. Mamdani démontre également la structure du pouvoir et les formes de résistance dans l'Afrique contemporaine. Il met en évidence l'héritage institutionnel qui continue à être reproduite par la dialectique qui se construit entre la réforme de l'Etat et la résistance populaire. D'après lui, le noyau dur de cet héritage s'est construit au travers de l'expérience coloniale, *Citoyen et sujet. L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*, Paris, Karthala, Sefhis, 2004.

²⁸ Extrait du discours du président Biya, 27 février 2008.

²⁹ Extrait du discours, op. Cit.

La crise socio-politique de février dernier n'est pas à l'origine d'une politique de sécurité en particulier. *A contrario*, elle marque la réactivation des politiques de sécurité mises en œuvre depuis des décennies. Cette permanence en matière de politiques se dévoile au travers d'une première phase qui concerne la répression et d'une seconde phase portant sur la dissuasion.

La dynamique répressive se décline par la mise en place des installations sécuritaires (en termes de matériels, de barricades, de contrôles mixtes intempestifs) et le déploiement des effectifs militaires et policiers. Concernant le dispositif matériel, les chars d'assaut prépositionnés³⁰ dans des zones névralgiques en l'occurrence sur l'itinéraire du palais présidentiel à Etoudi³¹ confèrent à des émeutes de ville, contre la faim et la révision constitutionnelle un caractère de guerre. Dans ce contexte, il existe une confusion entre la défense et la sécurité, la première se substituant à la seconde. Les manifestants sont considérés comme des ennemis extérieurs. Les assauts des troupes mixtes et les altercations avec les manifestants font plusieurs victimes. Le ministre de la communication Biyiti bi Essam énonce le chiffre de vingt quatre morts tandis que La maison des droits de l'homme du Cameroun fait une estimation de cent morts. La répression s'illustre également par des arrestations. Le gouvernement camerounais parle de « plus 1500 personnes arrêtées »³². En outre, la période post conflit est marquée par la continuité des dispositifs sécuritaires avec des contrôles quotidiens d'identités, des fouilles corporelle et systématique (à chaque barrage de police) des voyageurs se rendant d'une ville à une autre, etc. La fête nationale du 20 mai se déroulera d'ailleurs sous haute sécurité³³.

La dissuasion quant à elle s'effectue dans une double mesure. De prime abord, elle concerne la limitation, voire l'annihilation des libertés. Ceci s'explique par l'interdiction des manifestations de l'opposition. Mboua Massock, instigateur des « villes mortes » durant les transitions démocratiques est arrêté³⁴. Sa liberté en temps d'émeutes suppose pour le pouvoir l'ouverture de la boîte de pandore. Aussi, le gouverneur de la province du Littoral interdit-il les manifestations de l'opposition, davantage ceux du principal parti d'opposition le Social

³⁰ Le prépositionnement renvoie ici au temps long au-delà de la période du retour à la paix.

³¹ Ceci ressort des révélations de certains habitants de la ville de Yaoundé.

³² A cet effet, des avocats ont protesté contre le gouvernement en raison d'une « justice expéditive » en soulignant qu'il y a eu des « condamnations en série au mépris des procédures judiciaires ». En outre, les défenseurs de droits de l'homme pensent qu'il y aurait eu plus de morts que ne prétendent les chiffres officiels, car ne pouvant avoir accès aux morgues, RFI, « émeutes : un lourd bilan », http://www.rfi.fr/actu/fr/articles/099/article_63641.asp, publié le 7 mars 2008, consulté le 9 juin 2008.

³³ « Des tracts anti-Biya ont été bloqués sur la route de Douala, la capitale a été bouclée la veille, pour raison de haute sécurité, on craint que la fête ne soit gâchée par un kamikaze envoyé par le dernier baron du pouvoir embastillé », *Afrique magazine*, n° 273, juin 2008, p. 54.

³⁴ Mamadou, Moussa Ba, « Cameroun : un pays en crise », <http://www.bbc.co.uk/french/highlights/story>, 20 mars 2008, consulté le 9 juin 2008.

Democratic Front (SDF). En plus, le gouvernement procède à la fermeture de certains médias à savoir la chaîne de télévision Equinoxe et la radio Equinoxe FM. Les autorités justifient cette fermeture en arguant l'absence de licence et le non paiement de la redevance³⁵.

Ensuite, la dissuasion chevauche la coercition, car les installations militaires participent également de la dissuasion en créant un sentiment de peur, voire d'effroi. L'endiguement de l'insécurité passe donc par la dissuasion. Enfin, elle s'élabore autour de la rhétorique politique. Le discours du Chef de l'Etat s'enchaîne dans une dynamique coercitive et dissuasive. D'après lui, « Force doit rester à la loi, et tous les moyens seront utilisés »³⁶. Cet énoncé performatif constitue en soi un acte de répression.

En somme, la violence physique reste le maître-mot de la phase répressive et de la phase dissuasive. Les mécanismes de sécurisation de l'Etat et des dirigeants mis en œuvre pendant et post conflit s'inscrivent dans une dynamique de longue durée. Autrement dit, l'implémentation des dispositifs sécuritaires nous renseigne sur les politiques de sécurité qui marquent le processus de formation et de construction de l'Etat camerounais. Ils dévoilent un réflexe sécuritaire de cet Etat ainsi qu'une socialisation des dirigeants aux pratiques sécuritaires. Ces mécanismes désignent enfin un processus d'institutionnalisation du système coercitif en tant que socle de la sécurité.

C) Lutte contre la corruption : vulgate internationale ou sanction des indociles

La problématique de la lutte contre la corruption permet de décrypter ce qui se joue dans l'arène politique. Elle donne un sens à la politique. De ce fait, elle constitue une stratégie politique pour un système et un parti politique au pouvoir sans programmatique. Elle représente également un enjeu international pour les bailleurs de fonds. Car elle permet de saisir la captation des idées ou à la récupération par la classe dirigeante de la morale politique internationale dont le référentiel est la bonne gouvernance. Les acteurs politiques s'inscrivent alors dans une communauté de valeurs édictées par les bailleurs de fonds. Ils se positionnent dans un espace de jugement international qui leur est favorable en raison de l'initiation de cette lutte. En d'autres termes, elle leur offre l'opportunité de se conformer à la rhétorique internationale ou mieux au discours axiologique dont la matrice repose sur les valeurs démocratiques.

³⁵ Plusieurs journalistes se sont plaints d'être victimes des violences policières. La radio Magic FM va aussi suspendre ses programmes, pour avoir permis les critiques contre le Président Biya. Les gendarmes confisqueront le matériel de la chaîne, RFI, « émeutes : un lourd bilan », Op. Cit.

³⁶Extrait du discours du Président Biya, op. Cit.

En outre, le traitement post-conflit initie la question de la lutte contre la corruption comme une problématique fondamentale qui revient à l'ordre du jour dans l'agenda politique. Depuis le classement du Cameroun par l'institution Transparency international cette lutte n'a jamais disparu de l'agenda gouvernemental. Les condamnations de Désiré Engo³⁷ et de Mounchipou Saidou³⁸ s'effectuent dans un environnement marqué par la décrédibilisation du Cameroun. Le 27 octobre 1999 le Cameroun est classé par Transparency International comme le pays le plus corrompu du monde pour la deuxième fois consécutive. En effet, le limogeage, puis la condamnation Mounchipou Saïdou, font suite aux injonctions des bailleurs de fonds à propos de la mauvaise gouvernance au Cameroun. La lutte contre la corruption a pour but de servir d'exemple afin de prouver la bonne foi des autorités camerounaises en matière de bonne gouvernance. Le fait d'écrouer un ministre servant à exprimer la volonté du pouvoir en place à adhérer aux normes internationales en vigueur. Les arrestations de 2006³⁹ quant à elles font suite à l'implication des Etats-Unis dans la lutte⁴⁰. La sécurisation de leurs investissements passe par l'assainissement du système politique et institutionnel. La preuve est le fait pour l'ancien ambassadeur des Etats-Unis à Yaoundé Niels Marquardt de convoquer chaque fois l'article 66 de la constitution du 18 janvier 1996⁴¹. Il demande que cet article soit mis en pratique. Le diplomate américain conseille même aux autorités camerounaises de créer un bureau d'investissement qui travaillerait en liaison avec le bureau d'éthique. Dans le cadre de la politique américaine, la lutte contre la corruption n'est pas à dissocier avec la lutte contre le terrorisme. La captation des ressources par certains acteurs pourrait conduire d'un côté au financement du terrorisme. Cette logique s'inscrit dans un contexte de transnationalisation des entrepreneurs de l'insécurité. D'un autre côté cet enrichissement illicite pourrait aboutir à terme à l'achat des armes en vue de la déstabilisation du régime au Cameroun. Dans la politique africaine des Etats-Unis (en termes de géopolitique et de

³⁷ Ancien ministre et ancien directeur général de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).

³⁸ Ancien ministre des postes et télécommunications.

³⁹ On a assisté à l'arrestation de trois anciens directeurs généraux de société à savoir Joseph Edou déposé en octobre 2005, Emmanuel Gérard Ondo Ndong, révoqué le 11 novembre 2005 et Gilles-Roger Belinga limogé le 24 janvier 2006. Le 24 février 2006 un léger réaménagement gouvernemental a permis de révoquer Alphonse Siyam Siwé.

⁴⁰ Ainsi, l'audience accordée par le Président Biya à Niels Marquardt, au lendemain des arrestations des personnalités semble révélatrice de l'action américaine. A la sortie de l'audience, il a confié que le Chef de l'Etat pouvait compter sur « le soutien moral et matériel » de Washington. Déjà, une audience lui avait été accordée le 19 janvier 2006. Ces audiences sont d'autant plus révélatrices qu'on se situe dans un système où elles sont rares et où la discrétion entoure le Chef de l'Etat. Cette dernière faisait suite à celle accordée en février 2007 par le Président de la République à Jendayi Frazer, secrétaire d'Etat adjointe chargée des affaires africaines. Il a été question de la promotion de la gouvernance, avec un accent sur la lutte contre la corruption. En influençant cette lutte, les Etats-Unis voudraient sécuriser leurs investissements ou comme le dit l'ambassadeur Niels Marquardt « faciliter l'entrée des investisseurs au Cameroun ».

⁴¹ L'article 66 de la constitution de 1996 énonce que « ...Tout gestionnaire de crédits et de biens publics, doivent faire une déclaration de leurs biens et avoirs au début et à la fin de leur mandat ou de leur fonction ».

géostratégie dans le golfe de Guinée et le bassin du Congo), la stabilisation du Cameroun reste fondamentale en matière d'approvisionnement en ressources énergétiques. En plus, la prise du pouvoir par des acteurs inconnus de Washington constitue un risque et une incertitude politique pour les Etats-Unis.

L'opération Epervier⁴² ne déroge pas à cette stratégie politique. Elle est le résultat des émeutes de février dernier. Aussi, la lutte contre la corruption masque-t-elle les questions polémiques de conquête du pouvoir. D'un côté, elle sert à produire et à écarter les ennemis (Polycarpe Abah Abah et Atangana Mebara), plus globalement le « groupe des 11 ». La source du conflit politique ne porte pas fondamentalement sur les questions de détournements de deniers publics. Elle contribue au « nettoyage » des éventuels concurrents. Les condamnations représentent ainsi la sanction politique à l'égard de certains hommes politiques en déshonneur et en disgrâce. Ce sera le cas d'Edzoa Titus⁴³. Il sera condamné à 15 ans de prison ferme pour détournement de deniers publics. Certains Camerounais pensent que cette condamnation fait suite aux velléités et à l'ardeur politiques que ce dernier commençait à exprimer à travers sa volonté de se présenter aux élections présidentielles de 1997. De ce fait, il aurait pu obstruer l'action du candidat Biya. Il décriait d'ailleurs la manière dont le Cameroun était géré. Ce qui portait un coup spécifique à la légitimité du régime que lui-même avait contribué à mettre en place. Par la suite, le limogeage et la condamnation de Pierre Désiré Engo semblent obéir à la même tactique politique. Il sera également condamné et emprisonné pour détournement de deniers publics. Dans le même fief du président Biya, sa tentative de positionnement personnel et politique constituait un obstacle pour le pouvoir en place. En clair, cette lutte survient dans ce cadre par à coup, par opportunité politique, en tant qu'elle représente un enjeu politique majeur au Cameroun en période de fin de règne.

Par ailleurs, cette lutte permet aux dirigeants de se légitimer. Leur désaveu des ennemis ou « des « prévaricateurs » communément appelés « voleurs » a pour visée finale de les présenter comme des fossoyeurs de l'Etat. La théorie du « bouc émissaire » contribue à les délégitimer afin de les montrer à la face du monde comme inaptes à la succession présidentielle⁴⁴.

⁴² Cette opération anticorruption concerne les arrestations en avril 2008 des anciens ministres Polycarpe Abah Abah des finances, de Urbain Olanguena Awona de la santé publique et en août de Atangana Mebara.

⁴³ Ancien ministre de la santé, ancien secrétaire général de la présidence de la République, médecin personnel du président Biya et proche de la famille présidentielle.

⁴⁴ D'après L. Sindjoun, l'essentiel du jeu organisationnel procède de ce que le principal collaborateur du chef de l'Etat ne puisse pas « faire le malin ». La meilleure stratégie est celle du faux semblant : celle du chat faisant semblant de se désintéresser de la souris, « Le Président de la République du Cameroun à l'épreuve de l'alternance néo-patrimoniale et de la « transition politique », in Momar-Coumba Diop, Diouf, (M.), (éds.), *Les*

Enfin, la politique de lutte contre la corruption se conjugue entre dépolitisation et politisation de la corruption. La dépolitisation ne signifie pas l'extirpation de la problématique de la corruption de l'espace politique, ni sa sortie du politique. Elle est plutôt relative à son extension ou à sa prolongation dans l'espace social. Les dirigeants tentent de faire croire que les réponses à cette question sont l'émanation de la société. Cette pratique tend à inclure le peuple dans la condamnation des détourneurs de deniers publics. En conséquence, elle a pour but d'enrôler les citoyens dans cette entreprise. Pourtant, l'agenda gouvernemental et la mise en œuvre de cette politique sont du ressort de la classe au pouvoir. En clair, ceci participe de la légitimation de l'action des dirigeants à l'encontre des prévenus. Cette lutte donne aux dirigeants d'engranger des gains politiques. Ces derniers acquièrent de ce fait un pouvoir symbolique. Toutefois, une controverse anime les adhérents et les non adhérents de cette politique, car certains « possédants » se situent aux antipodes de la chasse aux sorcières. Ces derniers se sentent visés directement ou indirectement (à travers les proches). En revanche, la quasi totalité du peuple se sentant spolié par des décennies de prédation souscrit à cette politique. L'objectif visé par les dirigeants, en « socialisant »⁴⁵ cette question est de déchaîner ou de la soumettre aux passions qui permettent de « crucifier » de manière symbolique » les « prévaricateurs ». Le débat est ainsi placé sous le plan éthique et moral. La lutte contre la corruption constitue donc l'une des seules politiques ayant créé un consensus ou mieux une cohésion (même erratique) entre gouvernants et gouvernés. Elle voile et occulte les insuffisances, les défaillances d'un mode de gouvernance fondé sur le « néo-patrimonialisme ».

Au fond, sans être tout à fait une concession faite au peuple après les émeutes de février, les arrestations relèvent d'une modalité de gouvernement. Ce qui suscite la mise à l'échafaud de certaines figures considérées par les populations et certains organes de presse comme des « symboles » des détournements des deniers publics. Leur inculpation et leur diabolisation s'assimilent à une sorte de catharsis pour le peuple et conduit les gouvernants à expurger leurs peines. Le traitement post conflit par les acteurs politiques use également de l'opportunité politique. Autrement dit, le maintien de Polycarpe Abah Abah, (comme si le pouvoir le poussait à la faute, en lui faisant croire qu'il était encore aux affaires), après

figures du politique en Afrique. Des pouvoirs hérités aux pouvoirs élus, Dakar, Codesria, Paris, Karthala, 1999, pp. 63-102, p.11. Cependant, dans le contexte actuel, la « détotalisation » puis la recomposition du champ politique après la mise « hors-jeu » de certains acteurs parmi lesquels Atangana Mebara (considéré par l'opinion publique au Cameroun comme successeur potentiel) semble transcender cette stratégie du chat et de la souris.

⁴⁵ Nous entendons par « socialisation » un processus de politisation permettant de rendre « sociale » ou de mettre une question à l'ordre du jour ou en débat dans le champ social.

plusieurs revendications sociales et médiatiques demandant sa démission⁴⁶, de même que la longue attente précédant son arrestation est entretenue par les acteurs politiques. Cette pseudo confiance que le Président de la République place en cet acteur en le maintenant à son poste malgré les jérémiades du peuple relève d'une démarche d'instrumentalisation politique⁴⁷. Par ailleurs, les dirigeants n'ont pas intérêt à se soumettre à la volonté du peuple qui est le limogeage de cet acteur. Car en tant que détenteur du pouvoir, ils définissent et sont maîtres de l'agenda politique. La réactivation des procédures d'arrestation après les émeutes de février 2008 est fondamentalement et éminemment politique. Dès lors, la solution de sortie de crise et la construction d'un consensus entre le peuple et la classe politique sont fondées sur la « mise à mort » des adversaires politiques.

IV) Réaménagement économique ou ersatz politique et essai d'une téléologie sur l'Etat du Cameroun

La fin de règne initie des logiques contraires à la mise en œuvre des politiques. Il importe davantage aux gouvernants de produire des mécanismes de conservation du pouvoir. Néanmoins, la sortie de crise impose des réajustements politiques et économiques liés à la survie politique du régime. C'est dans cette optique que se situent les mesures économiques post crise. Par ailleurs, loin d'être une vision messianique ou une simple projection, les différentes idées qui sous-tendent cette période permettent de comprendre le système politique.

A) Aggiornamento économique, mesures de crise ou nouveau management politique ?

Dans une perspective d'implémentation des politiques publiques, le gouvernement s'attèle plutôt à mettre en œuvre quelques mesures sporadiques, tactiques et des ersatz dictés par la crise politique. La prévention ou la gestion politique et économique de cette crise prouve l'impuissance de l'Etat à formuler et à mettre en œuvre une politique économique. Ainsi, les syndicats de transporteurs obtiennent de l'Etat une baisse de 6 francs CFA du litre d'essence super et de 5 francs CFA du gazole et du pétrole lampant. Des décrets signés le 7 mars 2008 par le président de la République (et prenant effet le premier avril 2008) énoncent une

⁴⁶ Ce dernier ne sortira du gouvernement qu'en septembre 2007.

⁴⁷ Car en tant que ministre des finances, il se dit qu'il devait mener à terme le point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvre très Endetté (PPTE). Le point d'achèvement sera atteint en avril 2006.

revalorisation de 15% des salaires de base des personnes civiles et militaires relevant de la fonction publique camerounaise. L'indemnité de logement de ces personnes s'élève à 20%.

Par ailleurs, la prévention ou la gestion politique et économique de la crise démontrent les actions des acteurs politiques dans un contexte d'hégémonie. L'envolée des prix du carburant qui entraîne la grève des taximen laisse apparaître le paradoxe qui traduit la conduite du gouvernement. Ce dernier détient des arguments tangibles et rationnels à savoir la hausse du baril de pétrole (110 dollars), l'impossibilité pour la production nationale presque résiduelle de couvrir la demande intérieure, par conséquent la difficulté pour la Caisse de Stabilisation des hydrocarbures (CSPH) à maintenir les prix des produits pétroliers. Les dirigeants refusent même de prendre l'option de l'instrumentalisation de la crise mondiale, pour expliquer la montée des prix. Car la pédagogie des masses n'est pas inscrite dans le mode de gestion politique. L'inaction des acteurs en matière de communication désigne également les imprécisions d'une politique économique claire. Parce que celle-ci sous-tendrait des référents contribuant à la traduction de la réalité. L'inexistence d'une politique portant sur le pouvoir d'achat, ou le relèvement du niveau de vie, avec pour articulation ; le financement de cette politique, le rééquilibre des agrégats macro-économiques, la résorption du chômage, etc. induit des comportements politiques basés sur le mutisme. L'absence de politique explique donc la crise d'une mise en cohérence et en sens du monde par les acteurs politiques. En plus, plusieurs années d'autoritarisme ont donné l'illusion de l'inanité des citoyens. Le silence qui entoure les actes des dirigeants décrit la mystification du pouvoir. Dans ce contexte, un essai d'explication équivaut à rendre des comptes au peuple. Or, dans le système autoritaire, la distanciation entre dirigeants et dirigés reste fondamentale. Tout ceci confirme la traduction de l'opacité ou de la non transparence qui définit la gestion pétrolière et politique.

Enfin, le bricolage politique suppose une mise en œuvre de quelques mesures qui surviennent après la crise. Elles ne ressortissent pas véritablement d'une constitution réelle d'une politique économique durable. Il s'agit plutôt des décisions politiques servant à contenir des velléités de contestation. La crise politique transitionnelle des années 90 marquait déjà l'autonomisation, voire l'affrontement des citoyens avec le pouvoir en place. Ce qui donnait naissance à un réaménagement constitutionnel, institutionnel et un assouplissement des pratiques autoritaires. Les mesures économiques post-conflit sont la conséquence des « transactions collusives » entre les dirigeants et les acteurs de la crise. Elles désignent les mécanismes de contre hégémonie et une nouvelle gouvernabilité au Cameroun initiée par le « bas » et par une force frontale. Ce qui débouche désormais sur la prise en compte des

revendications sociales par le politique. Paradoxalement, la décomposition politique issue de la crise préside à la mise en œuvre d'une technologie de la répression comme ressource principale des dirigeants. Il se dessine à travers la crise de février 2008 un nouveau mode de gouvernance politique. A défaut d'être pilotée par les « cadets sociaux », celle-ci est néanmoins initiée par ces derniers et marque le temps de la prise en compte des revendications populaires dans l'agenda politique.

B) Supputations sur un post conflit et chiromancie sur le Cameroun

La réforme constitutionnelle portant sur le mandat présidentiel⁴⁸ révèle une double interprétation. La première relève d'une stratégie de positionnement du Président de la République lui permettant de conserver le pouvoir. Dans ce cadre, Tessy Bakary met en lumière les stratégies utilisées par le Président Houphouët-Boigny pour assurer sa survie politique. Il s'agit de l'ambiguïté autour du nom de la personne devant exercer le pouvoir après lui. Ceci implique une stratégie de « l'héritier sans nom et sans visage » et l'instabilité des dispositions constitutionnelles relatives au transfert du pouvoir en cas de vacance. Cette stratégie procède de l'« obsession » d'éternité ou d'immortalité⁴⁹. Le cas du Cameroun s'assimile donc à celui de la Côte d'Ivoire. L'abrogation du dauphinat constitutionnel⁵⁰ et le refus de mettre en place le sénat (grâce à un contournement rendu crédible et légal par la constitution de 1996 disposant en son article 67 (1) que les institutions seront mises en place progressivement) en tant que le président du sénat représente un successeur désigné constitutionnellement⁵¹, participe de ce mécanisme de pérennisation présidentielle.

La seconde vision de la révision constitutionnelle se conçoit comme de la « poudre aux yeux », car elle marque le retrait du Président de la République de la scène politique en 2011. Ce qui signifie la distribution des cartes politiques et le placement de son « poulain ». De ce fait à travers ce dauphinat, il continuera à l'exemple de son prédécesseur Ahidjo de

⁴⁸ L'Assemblée Nationale adopte le projet de la révision constitutionnelle portant sur le mandat présidentiel.

⁴⁹ Tessy Bakary, « Transition politique et succession en Côte d'Ivoire », in Momar-Coumba Diop, Diouf, (M.), (éds.), *Les figures du politique en Afrique. Des pouvoirs hérités aux pouvoirs élus*, Dakar, Codesria, Paris, Karthala, 1999, pp. 104-138.

⁵⁰ La réforme constitutionnelle du 29 juin 1979 rend obligatoire la nomination d'un Premier Ministre et dispose qu'en cas de vacance de la présidence, le Premier Ministre devient Président de la République jusqu'à l'échéance du mandat du Président qu'il remplace. Ce qui donna au Premier Ministre P. Biya de succéder au Président Ahidjo en 1982. Le dauphinat constitutionnel ayant été abrogé par le Président Biya, certains enquêtés nous expliquent que ce dernier pourrait procéder à la nomination de René Sadi (secrétaire général du comité central du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), parti au pouvoir) au poste de Premier Ministre. Ceci lui offrirait l'opportunité de se présenter aux élections. Ils pensent que le poulain dont il est question serait René Sadi de par sa longue expérience administrative, politique et par sa probité morale.

⁵¹ L'article 6 alinéa 4a dispose que « L'intérim du Président de la République est exercé de plein droit jusqu'à l'élection du nouveau Président de la République, par le Président du Sénat... »

contrôler l'arène politique. Son placement consistera à asseoir un équilibre régional, ethnique et celui des minorités. Au-delà de la traduction de la pérennisation au pouvoir, cette réforme permet de rassurer les proches et la clientèle politique par rapport à un éventuel départ du Président Biya qui serait aux antipodes de leurs intérêts. Elle consiste également à atténuer les clivages politiques et les velléités de succession. *In fine*, la nomination de certaines personnalités désignées comme des successibles aux grands postes de l'Etat donne la possibilité de présenter leurs insuffisances face aux questions liées à la corruption. En d'autres termes, ceci permet à la classe au pouvoir de prouver leur incapacité à gouverner. De ce fait, la lutte contre la corruption constitue une volonté d'écartier certains successibles du champ politique, d'où l'assainissement et la décapitation du G11.

Conclusion

Si la crise de février 2008 n'entraîne pas de véritables politiques économiques, elle oblige néanmoins les dirigeants à sortir de l'inertie. Plusieurs décennies d'exercice du pouvoir sans partage sont néanmoins perturbées par la crise politique des transitions démocratiques. La période post transitionnelle suivra le long cours tranquille d'une pseudo-stabilité. Tout ceci laissait encore croire aux dirigeants avant la conjoncture politique de février 2008 que le processus de pérennisation du pouvoir inscrit dans le système politique au Cameroun se déployait et ne souffrait d'aucune contestation. Si ces émeutes ne portent pas véritablement atteinte à l'ordre en vigueur et ne procèdent pas à l'ébranlement du régime savamment construit par un fondement « sécuritaro-autoritaire » en revanche, elles ont contribué à produire un changement politique. Les mécanismes de contrepouvoir développés par les dominés s'instituent dans le cadre d'une recomposition politique. La contre-hégémonie citoyenne marque de ce fait un nouveau mode de gouvernance au Cameroun qui se décline par la prise en compte des revendications par le gouvernement qui fabrique quelques outputs. Le changement qui se produit par la force amène à lire la volonté des acteurs sociaux à pouvoir impulser des réformes. *A contrario*, la réactivation des politiques répressives et l'adoption du projet de révision constitutionnelle malgré la crise politique signent la durabilité du processus de restauration autoritaire. Dès lors, cette crise se conçoit dans un mouvement antagoniste du désordre et de l'éloge de l'ordre. Autrement dit, les crises qui émaillent l'histoire politique du pays démontrent une constance et une permanence dans leur mode de résolution à savoir la mise en œuvre des politiques publiques de sécurité. Le référentiel fondamental de toutes ces politiques de sécurité se structure autour de la fabrication de

l'ordre. Ceci laisse aussi apparaître des mécanismes mis en place depuis l'époque coloniale sans cesse réactivés tels des automatismes. La production de l'Etat s'effectue grâce à ces politiques qui déterminent l'histoire répressive et la nature autoritaire de l'Etat. Plus exactement, les mécanismes de *containment* ou de résorption des crises se structurent autour de l'exacerbation et de la massification de la violence politique légitime et illégitime à travers des politiques coercitives, fondatrices et/ou constituant la raison d'être de cet Etat. Le processus de construction de l'Etat n'est pas indissociable de la pérennisation des gouvernants au pouvoir. L'adoption de la révision constitutionnelle sur le mandat présidentiel et la perpétuation des mécanismes sécuritaires post conflit démontrent l'enracinement et l'ancrage du système autoritaire. L'ordre politique se construit donc dans des dynamiques contrastées et de recomposition des rapports socio-politiques : entre « détotalisation » et totalisation du champ socio-politique, revanche citoyenne et réactivation du dispositif sécuritaire, décompression autoritaire et autoritarisme.

Bibliographie

- **Bayart**, (J-F.), « Le politique par le bas en Afrique noire : question de méthode », *Politique africaine*, n° 1, janvier 1981, pp. 53-82.
- **Bayart**, (J-F.), **Mbembé**, (A.), **Comi Toulabor**, (M.), *Le politique par le bas : contributions à une problématique de la démocratie en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992.
- **Berger**, (P.), **Luckmann**, (T.), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1986.
- **Bourmaud**, (D.), *Histoire politique du Kenya : Etat et pouvoir local*, Paris, Karthala, 1988.
- **Chazel**, (F.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993.
- **Coulibaly**, (A.L.), *Wade, un opposant au pouvoir. L'alternance piégée ?* Dakar, Les éditions Sentinelles, 2003.
- **Cruise O'Brien**, (D.), *Saints and Politicians, Essays in The Organisation of senegalese Peasant Society*, Londres, Cambridge University Press, 1975.
- **De Certeau**, (M.), *L'invention du quotidien, 1, art de faire*, Paris, U.G.E., 1980.
- **Dobry**, (M.), *Sociologie des Crises politiques: la dynamique des Mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, 1986.
- **Foucault**, (M.), *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.

- **Geschiere**, (P.), « Le politique en Afrique : le haut, le bas et le vertige », in *Politique africaine*, 39, septembre 1990, pp. 155-160.
- **Hilgers**, (M.), **J. Mazzocchi**, (J.), « L'Après-Zongo : entre ouverture politique et fermeture des possibles », in *Politique africaine*, n° 101, mars-avril 2006, pp.5-18.
- **Mamdani**, (M.), *Citoyen et sujet. L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*, Paris, Karthala, Sefhis, 2004.
- **Mbembé**, (A.), Postface, in Joseph, (R.), *Le mouvement nationaliste au Cameroun: les origines sociales de l'UPC*, Paris, Karthala, 1987, pp 363-374.
- *Afrique Indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 1988.
- *De la postcolonie. Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2001.
- **Médard**, (J-F.), *L'Etat sous-développé en Afrique noire : clientélisme politique ou néopatrimonialisme*, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, CEAN, 1981.
- « L'Etat néopatrimonialisé », *Politique africaine*, 1990, 39, pp. 25-36.
- « L'Etat néopatrimonial en Afrique noire » in Médard, (J-F.), (éd.), *Etats d'Afrique noire, formation, mécanismes et crise*, 1991, pp. 355-365.
- **Ottaway**, (M.), *Democracy Challenged : The Rise of Semi-Authoritarianism*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2003.
- **Rufin**, (J-C.), *L'Empire et les nouveaux barbares*, Paris, JC Lattès, 2001.
- **Sindjoun**, (L.), « Le Président de la République du Cameroun à l'épreuve de l'alternance néo-patrimoniale et de la « transition politique », in Momar-Coumba Diop, Diouf, (M.), (éds.), *Les figures du politique en Afrique. Des pouvoirs hérités aux pouvoirs élus*, Dakar, Codesria, Paris, Karthala, 1999, pp. 63-102.
- **Tarik Dahou**, **Foucher**, (V.), « Le Sénégal, entre changement politique et révolution passive « Sopi » or not « Sopi », in *Politique Africaine*, n° 96, décembre 2004, pp. 5-21.
- **Tessy Bakary**, « Transition politique et succession en Côte d'Ivoire », in Momar-Coumba Diop, Diouf, (M.), (éds.), *Les figures du politique en Afrique. Des pouvoirs hérités aux pouvoirs élus*, Dakar, Codesria, Paris, Karthala, 1999, pp. 104-138.

thèses

•**Belomo, (P.C.)**, « L'ordre et la sécurité publics dans construction de l'Etat au Cameroun », Université Montesquieu, Bordeaux IV, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, février 2007.

Journaux

•**Elimane Fall**, « Guinée la lutte finale », in *Jeune Afrique* n° 2403, 28 janvier-3 février 2007, pp. 36-40.

•**Idrissa Fofane**, « Que se passe-t-il chez Lansana Conté ? In *AfriqueEducation*, n° 221, 1-14 février 2007, pp. 26-29.

•**Pontié, (E.)**, « Les hommes du président », in *Afrique magazine*, n° 273, juin 2008, pp. 44-50.

•**Sébastien Reiner**, « Ousmane Tanor Dieng : « Wade a échoué sur toute la ligne » », in *AfriqueEducation*, n° 181, 1^{er} au 15 juin 2005, pp.22.

•**Soudan, (F.)**, « Cameroun, jusqu'où ira Paul Biya ? », in *Jeune Afrique*, n° 2469, 4-10 mai 2008, pp. 12-14.

Sites Internet

•**Afrik.com**, « Sénégal : la police réprime durement une manifestation contre la cherté de la vie », <http://www.afrik.com/article14010.html>, 2 avril 2008, consulté le 1^{er} août 2008.

•**Champin, (C.)**, in RFI, « Manifestation à Dakar contre la vie chère », http://www.rfi.fr/actufr/articles/100/article_65510.asp, publié le 26 avril 2008, dernière mise à jour 27 mars 2008, consulté le 1^{er} août 2008.

•**Indymédia Toulouse**, « Luttés et manifestations contre la vie chère en Afrique », <http://indytoulouse.nokods.org/spip.php?article19534>, publié le 6 avril 2008, consulté le 1^{er} août 2008.

•**Mamadou, Moussa Ba**, « Cameroun : un pays en crise », [bbcAfrique.com](http://www.bbc.co.uk/french/highlights/story), « <http://www.bbc.co.uk/french/highlights/story>, 20 mars 2008, consulté le 9 juin 2008.

•**RFI**, « Grève de trois jours contre la vie chère », http://www.rfi.fr/actufr/articles/101/article_66143.asp, article publié le 13 mai 2008, consulté le 01 août 2008.

•**RFI**, « Emeutes : un lourd bilan », http://www.rfi.fr/actu.fr/articles/099/article_63641.asp, publié le 7 mars 2008, consulté le 9 juin 2008.